



Un piège cousu de fil blanc

PP 0111012020

CFE-CGC

**59 rue du Rocher
75008 Paris
☎ 01 55 30 12 12
www.cfecgc.org**

**Pierre Jan
Relations Presse et
institutionnelles
01 55 30 12 92
06 32 05 69 02
pierre.jan@cfecgc.fr**

Rendu au 38^{ème} jour de grève et de mobilisation d'un conflit qui mobilise une majorité de l'opinion et des syndicats contre son projet de réforme des retraites, le gouvernement sort sa botte « secrète » le retrait du projet de texte de loi de l'âge pivot à 64 ans.

Mais personne ne sera dupe car rien ne change dans l'architecture du projet. Rien ne change dans les paramètres qui causent le déséquilibre à venir. Rien ne change dans la nécessité de conserver une référence à l'âge du taux plein que le gouvernement continue de vouloir collective et injuste. Rien ne change pour les catégories les plus malmenées dans un système unique par points comme les carrières ascendantes et les carrières incomplètes des femmes.

Le projet reste tel qu'il a toujours été : une réforme inutile et dangereuse dont le seul objet à terme est de diminuer globalement le niveau des pensions, en faire une annexe du budget de l'État soumise aux impératifs de convergence européenne et ouvrir ainsi la voie à des produits de retraite supplémentaire. La supercherie de l'abandon d'un objectif d'équilibre à court terme ne trompera personne.

La CFE-CGC portera ses analyses et ses propositions dans la « conférence du financement » sans être dupe du scénario écrit par le gouvernement. L'État charge le régime et le met en déficit, puis il demande aux partenaires sociaux de prendre les décisions nécessaires à résorber ce déficit sans lui en donner les moyens. Constatant l'impossibilité d'un consensus, il « reprend la main » et prend par décret les mesures les plus violentes pour atteindre ses objectifs budgétaires arguant d'un échec, en vérité, soigneusement préparé. Le scénario « assurance-chômage » appliqué au dossier des retraites.

La CFE-CGC invite quiconque à relire le courrier du premier ministre reçu aujourd'hui et à tenter d'y voir autre chose que la mise en place d'une mécanique infernale, que la victime est chargée de déminer sans codes ni outils et dont l'artificier reste à distance raisonnable des dégâts à prévoir. Il n'y a ni victoire ni défaite à lire entre les lignes sinon un acte supplémentaire d'un piège qui se referme comme un cliquet pour faire disparaître ce qui reste du modèle social français.

La CFE-CGC ne voit rien dans ce dernier acte qui soit de nature à modifier son jugement sur le projet néfaste du gouvernement.

La CFE-CGC reste présente dans l'intersyndicale constituée contre ce projet de réforme et demande au gouvernement de faire preuve de responsabilité et de le retirer.